

**RÉACTIONS DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE
CRÉATION D'UN COMITÉ DE SOUTIEN ET D'UNE CAMPAGNE DE SIGNATURES
POUR L'APPLICATION DE LA DÉCISION DU JURY DU PRIX INTERNATIONAL UNESCO OBIANG NGUEMA
MBASOGO POUR LA RECHERCHE EN SCIENCES DE LA VIE**



Le 4 octobre 2011, à la sortie de la séance du Conseil Exécutif de l'UNESCO, S.E. M. AGAPITO MBAMOKUY, Conseiller-Consultant de la Présidence de la République de Guinée Equatoriale, en matière d'organisations internationales, a répondu aux questions de M. James NGUMBU, Secrétaire général de l'Association de la Presse Panafricaine (APPA) et de M. Roger BONGOS d'Afrique Rédaction. La captation de cette entretien et son compte rendu ont été restitués par Dominique CALACE de FERLUC.

James NGUMBU :
Excellence, merci de nous avoir accueillis encore au siège de l'UNESCO où vous venez de sortir de la réunion du Conseil Exécutif. On sait qu'il y a plusieurs sujets qui avaient été votés, mais surtout le Prix OBIANG NGUEMA a été le point phare de cette rencontre. Est-ce qu'on peut savoir quelle est la décision finale prise par le Conseil Exécutif sur le Prix OBIANG NGUEMA ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :
Le Conseil Exécutif est arrivé à une décision de consensus, et la décision est de continuer avec le Prix OBIANG NGUEMA NBASOGO. **Ils ont décidé de créer un groupe de travail, qui sera présidé par le Président du Conseil ou la Présidente du Conseil Exécutif**, et ce groupe de travail va aussi intégrer 3 membres de chaque groupe électoral de l'UNESCO. Et le groupe de travail aura comme mandat de regarder les circonstances et de faire un rapport lors de la prochaine session du Conseil Exécutif, qui aura lieu en avril prochain. **Cela veut dire, en clair, que le Prix continue, et qu'un groupe de travail de haut niveau va examiner la situation et faire un rapport à la prochaine session du Conseil Exécutif."**

James NGUMBU :
Donc, si on a bien compris, le Prix n'est pas enterré, les négociations continuent. Est-ce qu'il y a au moins une inquiétude du côté des Africains ou tout simplement on peut estimer être heureux, parce qu'on aimerait que cela finisse, cela fait 3 ans que ça dure. Quel est votre sentiment, pensez-vous que l'on est sur une bonne voie ?"

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :
Tout d'abord, il faut dire que le Prix n'est pas annulé. Le Prix OBIANG existe bel et bien à l'UNESCO. Il faut que ce soit clair pour tout le monde.

L'UNESCO a eu quelques difficultés pour mettre en application la décision qui a été prise par le Conseil Exécutif et **maintenant avec cette décision, je pense que c'est une confirmation, une fois de plus, pour dire que le Prix est là à l'UNESCO, le Prix existe**. La seule chose maintenant, c'est qu'ils essaient de faire une recommandation. Vous vous souvenez que, dans la dernière décision qui a été prise lors de l'autre session, on parlait d'arriver à un consensus. Cette décision n'était pas claire du tout, parce qu'on ne savait pas quel type de consensus, entre qui et qui ? C'est cela, malheureusement, qui a créé cette situation où quelques personnes arrivaient à la conclusion que le Prix n'existait plus.

Le Prix existe et avec cette décision, qu'on vient de prendre maintenant, je pense que les choses sont très claires, parce que maintenant, nous avons un groupe de travail de haut niveau et ce groupe de travail va se pencher sur ce sujet et on va avoir une recommandation en avril prochain.

De ce point de vue, je peux dire que, évidemment, la décision qui a été prise est très claire, et confirme, une fois de plus, que le Prix OBIANG NGUEMA NBASOGO est un Prix qui existe, et qui a été approuvé par le Conseil Exécutif en 2008.

Roger BONGOS :
Alors, ce Prix a été approuvé en 2008, à l'unanimité, bien entendu, aujourd'hui, ce Prix est contesté. Contesté, parce qu'il y a une image qui est négative du Président OBIANG à l'étranger, je dis bien à l'étranger ! C'est ce que les occidentaux disent, mais l'Union Africaine plébiscite le Président OBIANG NGUEMA. Pourquoi, ces controverses ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :
Je pense que **l'Union Africaine se rend compte des efforts que le Président OBIANG est en train de faire tant pour la Guinée Équatoriale que pour l'Union Africaine**. Les Chefs d'Etat Africains connaissent la Guinée Équatoriale, ils ont vécu en Guinée Équatoriale et ils peuvent témoigner de ce qui se passe en Guinée Équatoriale. Ce n'est peut être pas le cas de tout le monde.



La plupart des gens qui sont contre ce qui se passe en Guinée Équatoriale, ces personnes ont je pense, une totale méconnaissance de la Guinée Équatoriale.

C'est pour cela, que l'on fait cet appel à tout le monde, à tous ceux qui peuvent être intéressés de se rendre en Guinée Équatoriale de voir par eux-mêmes le travail que le Président OBIANG est en train de faire pour le pays et, pour ce qui concerne le Prix, je pense que les Chefs d'Etats Africains se rendent compte de l'importance de ce Prix pour le Continent Africain. Le Prix est là pour des raisons humanitaires, pour aider les recherches scientifiques dans le domaine de sciences humaines et c'est pour essayer de trouver des solutions à des maladies comme le HIV du Sida et, comme vous le savez, c'est une maladie qui touche beaucoup les pays en voie de développement et particulièrement l'Afrique. Et c'est cela, je crois, qui a poussé les Chefs d'Etat à dire "Ecoutez, ce projet là, ce Prix là va aider la Communauté scientifique, ce prix là va aider les gens qui sont en train de souffrir et mourir dans le Continent Africain et à dire à l'UNESCO, si vous voulez nous aider, voilà une opportunité pour nous aider".

Roger BONGOS :

Alors, aujourd'hui, l'UNESCO vacille un peu par rapport à ce Prix, qu'elle a accepté au départ à l'unanimité. Les Etats Unis sont derrière l'UNESCO pour faire pression et dire «STOP» avec ce Prix, et annuler et arrêter complètement ce Prix, la France également... On le voit à la lumière de ce qui s'est passé récemment, avec la saisie de plusieurs véhicules du fils du Président OBIANG NGUEMA. Alors, qu'est-ce que vous avez comme éclairage à nous donner, par rapport à tout cela ? La procédure judiciaire et également cette pression des Etats Unis, plus celle de la France, tout cela, que veulent les Occidentaux par rapport à cela ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY:

J'aurais voulu connaître la réponse à la question que vous vous posez. Je pense que je me pose la même question ! Si tout ce que vous venez de me dire, c'est comme cela, c'est correct, alors moi aussi je me pose la même question. Je pense que les pays que vous venez de mentionner, ce sont les pays qui veulent aider l'Afrique, ce sont les pays amis avec l'Afrique. Il y a beaucoup d'Américains en Guinée Équatoriale, des Français, il y a tout le monde. Nous avons de bonnes relations entre la Guinée Équatoriale et ces pays là.

Et s'il y avait un problème, ces relations là n'existeraient pas ! Le fait qu'il y a des Américains chez nous, qu'il y a des Français chez nous, qu'il y a des Européens chez nous, je pense que c'est le signe qu'il y a de bonnes relations. Je pense qu'au milieu, il peut y avoir des ONG, il peut y avoir des gens qui ne connaissent pas la Guinée Équatoriale, qui parlent de la Guinée Équatoriale sans connaître le pays, ou bien il peut avoir des gens qui, pour des raisons soit de jalousie ou pour je ne sais pas pour quelles autres raisons, sont contre le Président OBIANG NGUEMA MBASOGO et contre tout ce qu'il est en train de faire pour la Guinée Équatoriale et pour l'Afrique.

Peut être que ces gens là sont en train de polluer la relation qui très bonne et je pense qu'elle va continuer pareillement. Je ne pense pas qu'au niveau du pays, il y ait des problèmes avec les Etats Unis. Nous avons de bonnes relations avec la France, nous travaillons bien avec l'Espagne, mais il y a quelques individus qui peuvent être jaloux du travail que le Président OBIANG est en train d'accomplir pour le pays.

Roger BONGOS :

"Alors revenons à ces individus dont vous parlez... Deux individus ou 2 sociétés ou 2 ONG, puisque vous avez parlé des ONG. Parlez-nous un peu de TRANSPARENCY INTERNATIONAL France et de M. Daniel LEBEGUE, que pensez-vous de ces gens qui veulent torpiller complètement votre pays ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :

Quand la Directrice a parlé en juin et je pense aussi lors de la session actuelle du Conseil Exécutif, elle a évidemment parlé de la pression subie par ces ONG, particulièrement Transparency International. Or, le Ministère de l'Information de la Guinée Équatoriale vient de publier un article où l'on mentionnait Transparency International qui a des intérêts pétroliers en Guinée Équatoriale, à hauteur de 230 millions d'euros.

Je trouve que ça parle de soi... Si Transparency International avait vraiment quelque chose contre la Guinée Équatoriale, alors comment peut-on expliquer ces contrats à la hauteur que je viens de mentionner ?

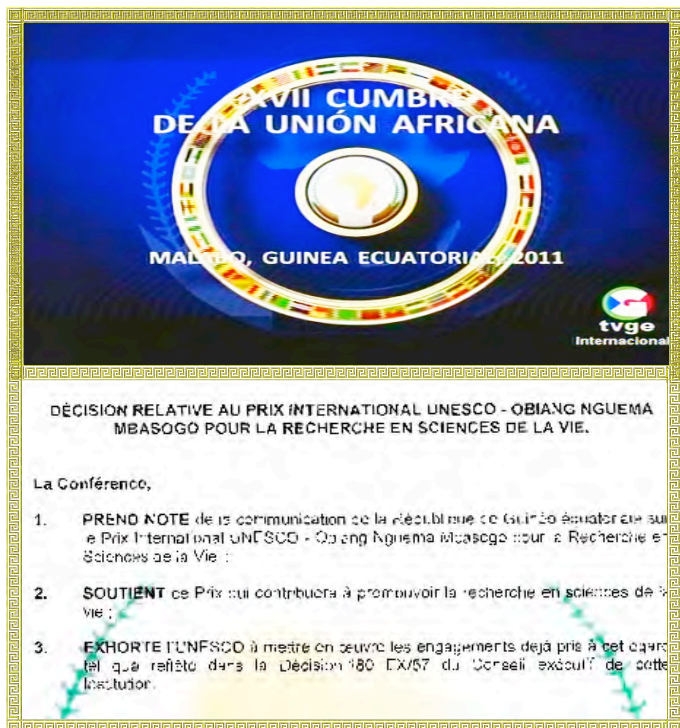
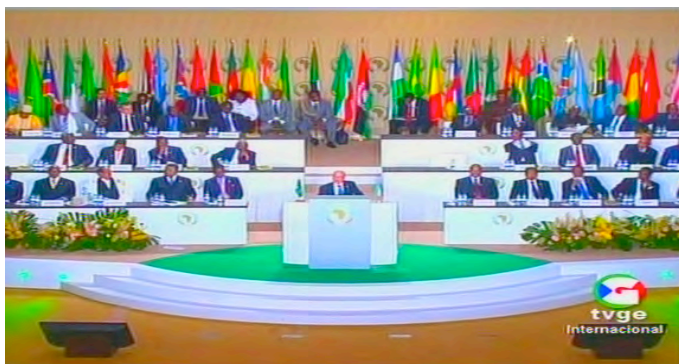
230 millions de dollars, c'est beaucoup d'argent ! Et si l'on accepte cet argent de la Guinée Équatoriale, mais que l'on vient à l'UNESCO pour dire que « vous ne pouvez pas accepter 3 millions », c'est difficile à comprendre ! On laisse l'interprétation à chacun, parce que nous ne la comprenons pas et, malheureusement, l'UNESCO est en train de se baser de la pression faite par Transparency International et des ONG du type, alors que ces ONG ont des intérêts commerciaux en Guinée Équatoriale. Pourquoi ils mélangent, pourquoi ils mêlent l'UNESCO dans cette affaire ? Si il y a des intérêts individuels en Guinée Équatoriale, je pense que ce n'est pas à l'UNESCO de venir pour essayer de résoudre les différends qu'ils ont eus avec le Gouvernement de la Guinée Équatoriale. Et, malheureusement, ils culpabilisent le Président OBIANG pour ce qui s'est passé en Guinée. Je pense que le Président OBIANG est victime de ce type d'accusation et c'est vraiment dommage si l'UNESCO continue à se baser sur des accusations de ce type d'ONG pour changer une décision du Conseil Exécutif de l'UNESCO, c'est très grave et très sérieux de changer une décision qui a été prise par les Etats Membres.

Roger BONGOS :

Vous dites que l'UNESCO n'est pas une Organisation assez indépendante c'est caporalisé ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY:

Cela, je ne peux pas le dire, j'essaie de comprendre et de dire simplement la raison pour laquelle, l'UNESCO a décidé de ne pas exécuter la décision prise par le conseil Exécutif.



Et cette raison, c'est parce que des ONG, comme Transparency International, font pression sur l'UNESCO. C'est ça le problème. Et, si c'est cette raison, je me pose la question, pourquoi on a essayé d'arrêter la décision... Et pourquoi on n'exécute pas maintenant celle de 53 Chefs d'Etats du Continent Africain qui est supposé être pour l'Afrique, "une priorité pour l'UNESCO" ? Pourquoi, on n'exécute pas la décision alors qu'il y a un appel de ces Chefs d'Etats? Est-ce que l'on donne plus d'importance à des ONG, comme Transparency International, et avec les contrats en cours actuellement en Guinée Équatoriale pour leurs dirigeants, qui représentent des millions de dollars par rapport aux Chefs d'Etat ?

Cela, c'est vraiment une question qui laisse beaucoup d'interrogations.

James NGUMBU :

Vous parlez des Associations, mais il semblerait qu'il y a aussi de personnalités indépendantes qui sont contre ce Prix. Et, au même moment, selon nos informations, nous avons aussi appris qu'il y avait des personnalités africaines ou même internationales qui ont soutenu ce Prix. Est-ce que l'on peut savoir quelles sont les personnalités qui soutiennent le prix OBIANG NGUEMA au nom de l'Afrique ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :

Je peux vous dire qu'il y a plusieurs personnalités qui ont envoyé des lettres de soutien tant à l'UNESCO qu'aux membres du Conseil Exécutif et qu'au Gouvernement de la Guinée Équatoriale. Récemment, ces derniers jours, le Professeur DIARRA*, qui est Ambassadeur de Bonne Volonté de l'UNESCO, a envoyé une lettre de soutien au Prix International UNESCO OBIANG NGUEMA MBASOGO. Or, on n'a rien entendu cela. Le Secrétariat n'a pas dit que l'Ambassadeur de Bonne Volonté soutenait le Prix OBIANG NGUEMA! Et, comme lui, il y a beaucoup d'autres intellectuels qui se sont manifestés, on a la liste qu'on pourra publier.

James NGUMBU :

Donc, ce sont des personnalités connues dont on pourra voir la liste ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :

Bien sûr, comme vous pouvez le penser, la liste est très longue, ce sera fait dès que j'aurai l'opportunité de publier les noms, mais le Professeur DIARRA, porte un nom que l'on ne peut pas oublier. Il y a aussi des professeurs de Droit de différentes universités en Occident, je n'ai pas la liste devant moi, mais elle sera publiée. Il y a des Associations de journalistes africains, il y a des intellectuels et il y a beaucoup d'autres personnalités, mais j'ai mentionné le Professeur DIARRA parce que cela fait à peine une semaine ou deux qu'il a écrit et c'est une grande personnalité aussi je pense que, compte tenu du fait qu'il a manifesté son intérêt par écrit, son nom doit être mentionné, de la même façon que lorsque 53 Chefs d'Etat écrivent, cela doit être reflété à l'UNESCO, ce qui n'a pas été le cas pour l'instant.

James NGUMBU :

On a parlé aussi de DESMOND TUTU qui semblerait faire quelque chose avec l'UNESCO, mais qui a été aussi, semble-t-il, abordé par le Gouvernement équato-guinéen. Est-ce que vous avez une analyse sur l'avis donné par DESMOND TUTU et son opinion sur le Prix ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :

Oui, d'après l'information qu'on a reçu de l'UNESCO, DESMOND TUTU aurait, en juin ou avant juin, adressé une lettre contre le Prix. C'est l'information qu'on a reçue. Or, quelques mois après, DESMOND TUTU a aussi écrit une autre lettre soutenant les efforts que le Président OBIANG est en train de mener pour le développement de la Guinée Équatoriale. En ce qui me concerne, je pense que la lettre qui a été écrite avant juin, bien que je ne sache pas dans quelles conditions cette lettre a été écrite est différente de la lettre que nous avons reçue de DESMOND TUTU, on peut l'interpréter comme une correction de celle adressée initialement en juin 2011.

Roger BONGOS :

Pour ma part, je pense à l'institution qu'est l'UNESCO. La question se situe maintenant au niveau de Madame Iréna BOKOVA, qui sera bientôt en fin de mandat (NDLR : nommée en 2009 pour 4 ans), et donc, finira par arriver à son terme. Et là, elle a bien dit qu'il faudrait que vous arrétiez ce prix et qu'il faudrait que vous vous concertiez entre vous pour mettre un terme à ce Prix parce que, en réalité, il y a beaucoup trop de controverses. Qu'en pensez-vous ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :

Je pense que l'UNESCO, en tant qu'Organisation Internationale, est supposée être NEUTRE ! Et je ne peux reconsidérer la position de l'UNESCO, si elle n'est pas neutre. Or, elle doit l'être ! La deuxième chose, c'est que le Secrétariat est un secrétariat des Etats Membres. L'organe appelé "Conseil Exécutif de l'UNESCO", est en charge, et a eu la responsabilité d'approuver des prix. Et c'est un peu bizarre que le Secrétariat des membres aux Etats Membres décide de faire ceci ou cela, surtout s'agissant d'une décision qui était prise auparavant par les Etats Membres! Quand vous parlez de l'UNESCO, c'est un secrétariat, mais c'est un Secrétariat des Etats Membres. Et par « Etat Membre », on entend le Conseil Exécutif. Ce Conseil Exécutif s'est prononcé, et il a approuvé le Prix et,

* Cheick MODIBO DIARRA, astrophysicien de la NASA a guidé 5 missions spatiales et est ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO depuis 1998, dans le but de promouvoir l'enseignement de la science, de la technologie et le développement des entrepreneurs. Il a reçu le PRIX AFRIKA-AMERICA 2000 pour l'enseignement de la science. En 1999 il a créé le "Sommet Africain de la Science et des Nouvelles Technologies" (SASNET) et est Président de Microsoft Afrique depuis février 2006.



je pense, que s'il y a un organe qui doit se prononcer ou qui doit faire la recommandation d'annuler le prix, c'est uniquement le Conseil Exécutif et en aucun cas le Secrétariat!

Roger BONGOS :

Le Président OBIANG, qui est un homme qui veut mettre en place une certaine intégrité pour obtenir des résultats par rapport à son pays, on a vu avec Malabo 2 qui est effectivement réalisé et construit. Je me demande pourquoi cet acharnement sur lui ? Il avait dit « Quand il n'y avait pas de pétrole, il n'y avait que la jungle et il n'y avait personne, le pays marchait très très bien. Aujourd'hui, on a le pétrole et tout va très très mal », et on a même fomenté des coups d'Etat contre lui. Mais, dites-moi, pourquoi cela ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :

Je pense que comme vous venez de le rappeler, le Président l'a clairement dit : il peut avoir de la jalousie. Il y a quelques années, on ne parlait même pas de la Guinée Équatoriale. Il n'y avait rien en Guinée Équatoriale.

A l'époque, le Président OBIANG faisait tout pour essayer de sortir son pays de la misère pour en arriver là où nous sommes aujourd'hui. Déjà, quand on parle du pétrole et de tout ce qui se passe, on oublie que le Président a souffert. Il a très bien planifié, il a su programmer. Il essayait de faire en sorte que son pays puisse sortir de la misère. C'est pour cela qu'on est arrivé au pétrole, parce que lui, il était focalisé pour procurer le bien être à son pays. Maintenant qu'on a découvert le pétrole, il met en place son programme pour le développement du pays. Bien évidemment, ça peut attirer des jalousies, c'est normal. Et si il y a des jaloux, qu'est-ce qu'on peut faire ? Notre Président, le Président OBIANG, il est en train de développer le pays et, dans la mesure du possible, il essaie, à l'Union Africaine, de faire la même chose pour le Continent Africain. Récemment il était à Addis Abeba pour essayer d'aider la cause de la Somalie et c'est la première fois en Somalie que les pays africains se réunissent pour résoudre un problème de ce genre en Afrique. Je pense

que ce sont des initiatives qui vont dans le bon sens, mais qui peuvent attirer des jalousies de la part des personnalités ou d'autres Etats. Je ne sais pas si l'on peut culpabiliser le Président OBIANG pour essayer de faire en sorte que la Guinée Équatoriale soit connue, comme c'est le cas aujourd'hui pour son action afin que l'Afrique soit respectée dans la Communauté Internationale

Roger BONGOS :

On a entendu quand même des gens qui ont voulu que le Prix OBIANG NGUEMA soit maintenu, mais que le nom du Président ne figure pas. et ont suggéré que le Président propose une autre appellation, soit le « Prix Africa » parce qu'il est le Président de l'Union Africaine ou un autre nom.... A votre avis, puisque vous êtes le conseiller de la Présidence dans le domaine des Organisations Internationales, que dirait le Président si on lui demandait de faire cela ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :

Ce que je dois clarifier concernant la question du nom du prix, c'est qu'à l'UNESCO et au Conseil Exécutif, il y a des règles. Et ces règles du Conseil Exécutif exigent que, quand il y a un donateur d'un prix, le nom du donateur soit associé au nom de l'UNESCO. Quand le Président a amené son pays ici, il a donné l'argent, il a expliqué pourquoi il le faisait et c'est en suivant le règlement interne du Conseil Exécutif de l'UNESCO, qu'on est arrivé à associer son nom au nom de l'UNESCO, c'est ainsi, car c'est le règlement de l'Organisation. Maintenant, quand on demande au Président de retirer son nom, est-ce qu'on veut dire que pour le Président OBIANG, il faut appliquer des règles spécifiques ou bien pour les Africains il y a des règles particulières, alors que pour l'UNESCO, les seules règles applicables sont celles de l'UNESCO et que pour les autres il y a d'autres règles ? Normalement, je pense que pour cette question, c'est une question de règle et c'est à l'UNESCO de voir s'ils veulent changer la règle du jeu du Conseil Exécutif.

Roger BONGOS :

Une dernière question au nom de l'APPA, l'Association de la Presse Panafricaine et Afrique et Rédaction. Il y a maintenant 3 millions de dollars dans l'escarcelle de l'UNESCO: Cela doit produire des intérêts, on a posé la question au service de presse afin de savoir si cet argent là est toujours totalement disponible. Pensez-vous qu'il l'est toujours ?

S.E M. AGAPITO MBA MOKUY :

Je ne sais pas exactement comment l'UNESCO a utilisé les fonds, mais je peux vous dire que la Guinée Équatoriale, suivant la décision du Conseil Exécutif, avait remis un chèque de 3 millions de dollars en 2009. Et ce que l'UNESCO a fait avec cet argent, nous ne le savons pas, mais nous croyons que l'UNESCO a commencé l'exécution de la décision en réunissant le jury. Il faut savoir que l'UNESCO a commencé à exécuter cette décision. Et je pense que pour l'exécution de la décision, ils ont dû utiliser les fonds. Je crois qu'ils ont utilisé, mais je ne peux pas savoir à quelle hauteur ? Mais, je peux vous confirmer qu'effectivement la République de Guinée Équatoriale a bien remis le chèque à l'UNESCO.

Propos recueillis par Dominique CALACE de FERLUC

